

## RENTRÉE DES CLASSES J-2

A deux jours de la rentrée, de nombreux enseignants de maternelle ont beaucoup trop d'élèves dans leur classe, dénonce le parti vert. Pendant ce temps, la rentrée se prépare doucement pour les premiers établissements multi-réseaux, qui ouvriront leurs portes en 2017.

# « L'éducation doit servir d'ascenseur social »

## ENSEIGNEMENT Deux écoles multi-réseaux en 2017 à Molenbeek

- Les deux établissements travailleront sur base de la pédagogie active.
- Tout est né du rêve d'une enseignante...
- ... et d'une convergence d'intérêts.

Et si on créait une école? Cette idée un peu folle est née dans la tête de Julie Moens. Enseignante depuis 15 ans dans une école secondaire à projets de la Ville de Bruxelles, elle côtoie un public socio-économiquement défavorisé. « Je me rends compte que les élèves sont en décrochage scolaire, qu'ils ne se plaisent pas à l'école. Par contre, lorsqu'ils choisissent les projets qu'ils ont envie de mener, ils sont hyper-épanouis, parviennent à s'exprimer en public... », déclare Julie Moens. D'où ce constat: « Il est peut-être temps qu'on s'intéresse à une autre pédagogie que celle où tout vient du haut. »

Cette autre pédagogie est appelée « active ». « Deux écoles ont ouvert récemment sur base de cette pédagogie, l'une à Uccle, l'autre à Auderghem », poursuit l'enseignante. Elles attirent un public favorisé. Julie Moens, elle, a un vieux rêve: « Pourquoi ne pas ouvrir ce genre d'école pour un public défavorisé? » Face au manque de places dans le secondaire, le rêve prend tout son sens.

Julie Moens a donc réuni autour d'elle différents acteurs de l'école: des ensei-

gnants, des parents... De cette réunion, une ASBL est née (« Ecole ensemble »). Ensuite, elle est allée frapper à la porte de la Felsi (Fédération des établissements libres subventionnés indépendants). « Ce réseau m'intéressait car c'est celui auquel appartient les deux nouvelles écoles à pédagogie active. Et puis c'est un réseau qui laisse beaucoup de place au PO, à la pédagogie et à l'autonomie. La Fédération s'est montrée intéressée. Mais n'étant pas totalement subventionné, ce réseau ne pouvait pas prendre seul en charge la nouvelle école », raconte Julie Moens. L'une des pistes aurait été de trouver des mécènes ou de demander une participation financière aux parents. Mais cette solution aurait éloigné de facto le public visé. « Mon interlocuteur de la Felsi m'a dit: "Moi, je rêve de faire éclater les réseaux. Peut-être est-ce le bon moment vu la situation catastrophique?" », confie l'enseignante.

### Berchem-Sainte-Agathe, client parfait

Julie Moens est donc allée voir différentes communes. Et là encore des intérêts ont convergé. La commune de Berchem-Sainte-Agathe s'est montrée très intéressée étant donné que son territoire ne compte aucune école secondaire francophone. « Avant, les enfants se répartissaient dans les écoles des autres communes (dont Molenbeek, NDLR); il n'y avait pas cette pression démographique qu'on connaît aujourd'hui », explique Pierre Tempelhof, échevin (MR) de l'enseignement à Berchem-Sainte-Agathe. Dans le cadre du décret inscription, les

enfants de la commune bénéficient d'une espèce de « super joker » qui les fait passer devant les enfants d'autres communes. « Mais cela ne fait que reporter le problème », concède l'échevin. La commune de Berchem est également particulièrement attirée par ce projet d'école à pédagogie active, car il n'en existe pas dans le nord-ouest de Bruxelles. « On voulait aussi une école sans minerval; ce que propose ce projet », précise l'échevin. Les premiers contacts avec les cabinets à la Fédération Wallonie-Bruxelles sont positifs. Il reste à trouver un bâtiment pour accueillir le projet.

### Entre Molenbeek et Jette

« On a pensé construire une école pouvant bénéficier à plusieurs communes mais cela prend du temps », raconte Pierre Tempelhof. Finalement, deux bâtiments à rénover sont identifiés. « J'en ai trouvé un à Molenbeek (dans le quartier Belgica, NDLR) qui correspondait tout à fait à ce que je voulais. On ne veut pas refaire une école ghetto. Or, le quartier connaît une vraie mixité socio-économique. C'est un coin en pleine évolution situé à la frontière entre Molenbeek et Jette », confie Julie Moens. Peu de temps après, la commune de Berchem la contacte pour lui annoncer qu'elle a trouvé un bâtiment à Molenbeek. « On a failli leur dire qu'on en avait déjà un, puis on s'est dit: "Pourquoi ne pas ouvrir deux écoles?". Si c'est le même PO... cela ne demandera pas beaucoup plus d'énergie », poursuit-elle.

Il s'agira donc bien de deux implanta-

tions dans deux quartiers différents. Le premier se trouve Avenue Jean Dubrucq, tandis que le second est à la Chaussée de Gand, à deux pas du château du Karreveld. Chacun pourra accueillir 600 élèves.

Une fois les bâtiments trouvés, « on est vraiment devenus crédibles », se rappelle Julie Moens. Les contacts se poursuivent donc avec la Communauté française. Une des questions à régler était celle des réseaux. Le fait qu'il s'agisse du libre non confessionnel semblait poser problème aux pouvoirs publics. Finalement, l'école dépendra donc d'un PO mixte à trois têtes: la Communauté française, les communes (Molenbeek et Berchem) et le privé (l'ASBL Ecole Ensemble et l'ULB). Et sera rattachée au CPEONS (Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné). « C'est un montage tout à fait novateur », précise Pierre Tempelhof. L'idée était de dépasser les réseaux et de créer un outil qui corresponde peut-être davantage à ce que recherchent les parents aujourd'hui. Hélas, l'enseignement officiel n'a pas toujours bonne presse et les parents se ruent sur le libre confessionnel. Nous, on ne veut pas être élitistes mais bien offrir quelque chose de différent. »

« On veut s'intéresser à un public auquel on ne s'intéresse pas assez. L'enseignement doit vraiment servir d'ascenseur social. C'est pour ça qu'on a ciblé nos recherches de bâtiments sur certaines communes », complète Julie Moens. ■

VIOLAINE JADOU

## LES VISAGES DE L'OMBRE

### Danielle Simon, directrice de CPMS

Danielle Simon travaille dans un centre PMS depuis 1975. Elle a débuté comme conseillère psychopédagogique. Aujourd'hui, à un an de la retraite, elle est directrice du centre de Namur. Les missions d'un centre PMS sont variées: « Notre mission principale vise l'intérêt de l'enfant et son bien-être. Nos services sont gratuits, indépendants des écoles et

soumis au secret professionnel. Notre approche est tridisciplinaire. Le premier axe est psychologique, le deuxième est social et le dernier médical. Nous suivons un jeune à sa demande, celle de sa famille ou celle de l'école. Par exemple, pour des difficultés d'apprentissage, des questions d'orientation scolaire ou de soucis de comportement. Nous travaillons aussi sur l'éduca-

tion à la santé: prévention des assuétudes, hygiène de vie, etc. » Reste la traditionnelle visite médicale. « Celle-ci, assurée par un médecin, reste obligatoire, pour chaque enfant. » Pour mener à bien ces missions, le CPMS de Namur compte sur 11 agents techniques à temps plein disponibles pour le suivi de 4.800 élèves répartis dans 9 établissements.

TH.CA.

## en maternelle Ecolo dénonce des classes surpeuplées

La rentrée est lancée ! Pour Ecolo, elle se fait au niveau des maternelles. Les Verts ont profité de l'été pour lancer une enquête en ligne auprès de 200 enseignants de maternelle. 181 réponses ont été reçues. Le but de l'enquête était de connaître le nombre d'enfants par classe et la manière dont les enseignants vivent leur travail.

Précisons que le nombre d'élèves dans une classe de maternelle peut varier au fur et à mesure de l'arrivée des enfants ayant atteint l'âge de 2,5 ans. L'enquête portait ici sur le nombre d'enfants par classe à la fin de l'année scolaire.

Si en moyenne, les classes de maternelle comptent 15,8 élèves par équivalent temps plein, l'enquête montre qu'il s'agit d'une moyenne et que dans la réalité, il y a des classes surpeuplées.

**« On ne réussira pas le pacte d'excellence si on n'investit pas dans le maternel »**

PATRICK DUPRIEZ, CO-PRÉSIDENT D'ECOLO

Ainsi, 85 % des enseignants(e)s inter-

rogé(e)s ont le sentiment d'avoir trop d'enfants dans leur classe, révèle l'étude. Les normes en vigueur sont les suivantes : 1,5 équivalent temps plein pour 20 à 25 élèves, 2 équivalents temps plein pour 26 à 39 élèves et 2,5 équivalents temps plein pour 40 à 45 élèves. « Mais la situation réelle est tout autre. Sur les réponses obtenues, neuf enseignants travaillent dans des classes qui regroupent de 40 à 49 élèves. Seules trois de ces classes sont encadrées par deux enseignants (parfois à temps partiel). Toutes les autres classes sont encadrées par un/e enseignant/e et une puéricultrice, parfois à temps très partiel », explique Barbara Trachte, cheffe du groupe Ecolo au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il y avait même « une classe de 46 enfants en accueil (soit des enfants de 2 ans et demi à 3 ans) pour laquelle il y (avait) uniquement une institutrice et une puéricultrice », poursuit-elle. Plus de 81 % des sondés déclarent encadrer des classes de 20 élèves ou plus.

Pour Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo : « On ne réussira pas le pacte

*d'excellence si on n'investit pas dans le maternel. C'est le moment où l'enfant doit développer sa confiance en soi, le lien d'attachement avec l'école... Prendre soin du bien-être des enfants à ce moment-là est la meilleure chose qu'on puisse faire pour le reste de son parcours scolaire. On parle de décrochage scolaire mais il faudrait faire en sorte de réussir l'accrochage. »*

Concrètement, les Verts demandent une puéricultrice dans toutes les classes d'accueil. Ils souhaitent aussi voir augmenter le taux d'encadrement pour qu'aucune classe ne dépasse 20 enfants. Ensuite, un investissement doit être réalisé au niveau de la qualité de la formation initiale et continue des enseignants. Et enfin, il faut éviter la primarisation du maternel ; c'est-à-dire l'évaluation de compétences censées être acquises en primaire comme l'apprentissage de la lecture ou des mathématiques. Notons encore que les deux mandataires ne voient pas l'utilité d'abaisser l'obligation scolaire à trois ans si cette mesure n'est pas accompagnée d'un réinvestissement global. ■

V. JA.